

AR PREFECTURE

017-211701636-20200716-2020JUIL01-AR-AI
Reçu le 16/07/2020

DEPARTEMENT : CHARENTE-MARITIME

COMMUNE : FONTAINES D'OZILLAC

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE

ARRÊTÉ DE MISE A L'ENQUÊTE PUBLIQUE DANS LE CADRE DE L'ELABORATION D'UN PLU SUR LA COMMUNE DE FONTAINES D'OZILLAC

ARRETE N° 2020JUIL01-AR

Madame Le maire,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-19 et R153-8 ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L123-10, L123-11, L123-13 et R123-19 ;

Vu la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

Vu la délibération en date du 20 juin 2014 prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 16 juillet 2019 prenant acte du débat sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durable ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 15 octobre 2019 présentant le bilan de la concertation publique ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 15 octobre 2019 arrêtant le projet de PLU ;

Vu les avis rendus des différents partenaires consultés ;

Vu l'ordonnance en date du 2 juillet 2020 de M. le Président du Tribunal Administratif de Poitiers désignant Mme Aurore BRUNE demeurant 4, impasse de l'abattoir à ST-CHRISTOLY DE BLAYE (33920) en qualité de commissaire enquêteur ;

Vu les pièces du dossier du plan local d'urbanisme soumis à l'enquête publique ;

ARRÊTE

Article 1 : Il sera procédé à une enquête publique sur l'élaboration du plan local d'urbanisme de Fontaines d'Ozillac du 17 août 2020 au 17 septembre 2020 inclus, soit pour une durée de 32 jours consécutifs.

L'élaboration du PLU a été engagée afin de permettre :

- La réduction des gaz à effet de serre,
- La préservation et la remise en état des continuités écologiques,
- La maîtrise de l'énergie et de la production énergétique à partir des ressources renouvelables,
- Le développement des communications électroniques,
- La lutte contre l'étalement urbain et la régression des surfaces agricoles et naturelles, en fixant des objectifs de modération de la consommation de l'espace et de l'étalement urbain.

De façon plus précise, il a pour objectif de permettre à Fontaines d'Ozillac de:

- Rester une commune rurale vivante
- Maintenir et diversifier une économie rurale
- Préserver le cadre de vie de Fontaines d'Ozillac.

**TELETRANSMIS
AU CONTROLE DE LEGALITE**

Sous le N° 017 – 211701636 – 2020JUIL01-AR

**Accusé de Réception Préfecture
Reçu le : 16/07/2020**

AR PREFECTURE

017-211701636-20200716-2020JUIL01_AR-AI
Reçu le 16/07/2020

Article 2 : Mme Aurore BRUNE domiciliée 4, impasse de l'abattoir à ST-CHRISTOLY DE BLAYE (33920) a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le président du tribunal administratif de Poitiers.

Article 3 : Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête soit **du 17 août 2020 au 17 Septembre 2020 inclus** en mairie de Fontaines d'Ozillac, 2 rue Saint-Laurent, 17500 Fontaines d'Ozillac, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie.

Le dossier d'enquête publique sera également disponible durant l'enquête publique sur le site Internet de la Communauté des Communes de Haute-Saintonge à l'adresse suivante : <http://www.haute-saintonge.org>.

L'évaluation environnementale du projet de PLU qui figure dans le rapport de présentation, son résumé non technique et l'avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement seront joints au dossier d'enquête publique.

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la mairie de Fontaines d'Ozillac dès la publication du présent arrêté.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner ses observations, propositions et contre-propositions, sur le registre ouvert en mairie à cet effet ou les adresser par correspondance au commissaire enquêteur à l'adresse suivante :

Mme Aurore BRUNE – Commissaire Enquêteur
Enquête publique PLU de Fontaines d'Ozillac
Mairie – 2 rue Saint-Laurent
17500 FONTAINES D'OZILLAC

Les observations, propositions et contre-propositions pourront également être déposées par courrier électronique envoyé à plu.fontaines-ozillac@orange.fr à compter du 17 août 2020 à 9h jusqu'au 17 septembre 2020 à 20h.

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

Article 4 : Le commissaire enquêteur sera présent à la mairie de Fontaines d'Ozillac pour recevoir les observations écrites ou orales du public aux dates et heures suivantes :

- Lundi 17 août 2020 de 14h à 17h
- Mercredi 26 août 2020 de 14h à 17h
- Vendredi 11 septembre 2020 de 9h à 11h
- Jeudi 17 septembre 2020 de 18h à 20h

Article 5 : A l'expiration du délai de l'enquête, le registre sera clos et signé par le commissaire enquêteur.

TELETRANSMIS
AU CONTROLE DE LEGALITE

Sous le N° 017 – 211701636 – 2020JUIL01-AR

Accusé de Réception Préfecture
Reçu le : 16/07/2020

AR PREFECTURE

017-211701636-20200716-2020JUIL01_AR-AI
Reçu le 16/07/2020

~~Dès réception du registre et des documents~~ annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, dans la huitaine, le maire de la commune de Fontaines d'Ozillac et lui communiquera les observations écrites ou orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le maire de Fontaines d'Ozillac disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Article 6 : Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur transmettra au maire de Fontaines d'Ozillac le dossier de l'enquête accompagné du registre et des pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées. Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif et au sous-préfet de Jonzac.

Le rapport, conforme aux dispositions des articles L 123-15 et R 123-19 du code de l'environnement, relatara le déroulement de l'enquête et examinera les observations, propositions et contre-propositions recueillies. Les conclusions motivées seront consignées dans un document séparé précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera déposée en mairie de Fontaines d'Ozillac et sur le site Internet, <http://www.haute-saintonge.org>, pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Article 7 : Le conseil municipal se prononcera par délibération sur l'approbation du PLU ; il pourra, au vu des conclusions de l'enquête publique, décider s'il y a lieu d'apporter des modifications au projet de PLU en vue de cette approbation.

Article 8 : Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département. Il sera également publié sur le site Internet <http://www.haute-saintonge.org>.

Quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, cet avis sera également publié, par voie d'affiches, à la mairie et en tous lieux habituels sur le territoire de la commune.

Article 9 : Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès de Mme Danielle GIRAudeau Maire, ou M. Christian VIDAL, conseiller municipal à la mairie de Fontaines d'Ozillac au 05.46.70.67.45 ou par mail : plu.fontaines-ozillac@orange.fr.

Article 10 : Une copie du présent arrêté sera notifiée au :

- Commissaire enquêteur
- Et transmise à M. Le Sous-Préfet de Jonzac

Fait à Fontaines d'Ozillac, le 16 juillet 2020

Le Maire,
Mme Marie-Danielle GIRAudeau



TELETRANSMIS
AU CONTROLE DE LEGALITE

Sous le N° 017 – 211701636 – 2020JUIL01-AR

Accusé de Réception Préfecture
Reçu le : 16/07/2020